

À tous les affiliés de l'UNI
Aux membres du Comité exécutif mondial d'UNI (membres titulaires et suppléants)

Ce que nous dit le Wisconsin : le combat continue!

Chers/chères Collègues,

Des dizaines de milliers de syndicalistes et de sympathisants venus de l'état du Wisconsin et des salariés des gouvernements locaux se sont rassemblés le week-end dernier à Madison, la capitale de l'état, pour protester contre la loi antisyndicale adoptée subrepticement par la Chambre législative la semaine dernière. Soutenus par la totalité du mouvement syndical américain, leur message était simple : « le combat continue! »

Les personnalités du Parti Républicain de l'état ont violé la loi du Wisconsin sur les réunions publiques en ayant recours à une astuce parlementaire pour contourner le boycott des sénateurs démocrates, et l'opposition écrasante du public, afin de faire adopter une loi qui prive dans la pratique les fonctionnaires de l'état de leurs droits de négociation collective. « D'un trait de plume, a déclaré le président Rich Trumka de l'AFL-CIO, le gouverneur Walker a supprimé les droits civiques obtenus il y a 60 ans – ça ne se passera pas comme ça ! »

Cette nouvelle loi interdit aux syndicats de négocier sur tout autre sujet que les salaires, et limite même les augmentations de salaires qui ne doivent pas dépasser le taux d'inflation. Les agences du gouvernement de l'état et des gouvernements locaux seraient libres de fixer le volume du personnel, modifier la durée du travail et les conditions de travail, ainsi que les pensions et les systèmes de protection de la santé de façon unilatérale, sans aucune négociation avec leurs travailleurs. La nouvelle loi interdit également aux fonctionnaires du Wisconsin de payer leurs cotisations syndicales au moyen d'une déduction sur leur bulletin de salaire, et impose aux syndicats un vote annuel pour savoir si les fonctionnaires souhaitent continuer d'être représentés par un syndicat – en manipulant ces élections de confirmation en exigeant un vote positif de « 50% + une voix » de tous les salariés qui ont le droit de voter, et pas seulement des salariés qui choisissent de voter.

Cette attaque tous azimuts contre les droits des travailleurs a provoqué le retrait pendant trois semaines de l'ensemble des 14 représentants démocrates du Sénat de l'état, qui se sont retirés dans l'état voisin de l'Illinois pour empêcher la majorité républicaine d'obtenir le quorum nécessaire pour voter sur cette proposition. La mesure antisyndicale avait été ajoutée à une loi sur le budget qui imposait la présence de 20 sénateurs, soit un de plus que les 19 représentants du groupe des républicains au Sénat.

Durant plus de trois semaines, des manifestations de protestations massives ont été organisées, et ont attiré le soutien de toute l'Amérique et du monde entier. Effectivement, une pizzeria locale (Ian's Pizzeria) a indiqué avoir reçu des commandes de pizza à livrer aux travailleurs occupant le capitole de l'état, venant de dizaines de pays du monde entier. Des semaines de débat ont fait basculer l'opinion publique en faveur des travailleurs et les sondages nationaux ainsi que ceux du Wisconsin ont montré que

l'opinion publique était opposée à 2 contre 1 à la loi antisyndicale. Entretemps, le taux de soutien au gouverneur Scott Walker, soutenu par les entreprises, a fortement reculé.

En dépit de l'opposition publique, le groupe républicain a eu recours à un subterfuge pour faire adopter la loi, en prétendant négocier un compromis pour brusquement utiliser une manœuvre parlementaire permettant de voter la loi alors que les sénateurs démocrates étaient encore dans l'Illinois. La disposition antisyndicale a été détachée de la loi budgétaire et adoptée en tant que mesure isolée (pour laquelle le quorum n'était pas requis).

« Nous avons perdu cette bataille, mais nous sommes en train de gagner la guerre des idées et les électeurs du Wisconsin renverseront cette décision aux prochaines élections », a expliqué le président de l'AFL-CIO du Wisconsin. En effet, les syndicats de l'état se mobilisent actuellement pour rassembler des signatures afin de procéder à une nouvelle élection pour huit des sénateurs républicains qui ont voté la loi antisyndicale. Cette procédure permet aux électeurs de remplacer des législateurs en place avant l'élection générale suivante si 25% des électeurs signent des pétitions demandant de nouvelles élections. Soutenus par la plateforme syndicale unitaire « Labor Unity Table » composée de plusieurs syndicats de l'AFL-CIO, et les syndicats « Change to win » (changer pour gagner), des milliers de syndicalistes s'affairent actuellement pour recueillir des signatures demandant de nouvelles élections, qui devraient avoir lieu en juin ou juillet. Une demande de nouvelles élections est également en préparation pour début 2012 pour le gouverneur Walker, qui doit exercer son mandat durant au moins un an avant d'être révoqué.

L'objectif est d'élire une chambre d'état et un gouverneur à l'écoute des électeurs, qui respectent les droits des fonctionnaires de l'état et abolissent la loi antisyndicale.

Les syndicats du Wisconsin n'ont pas perdu le moral. Beaucoup ont déjà mis en place des moyens de collecter les cotisations syndicales par des virements bancaires électroniques depuis les banques de leurs adhérents, afin de surmonter la suppression des déductions sur les salaires. Un des syndicats de l'état a même prédit qu'il aurait plus d'adhérents après la crise qu'avant. « Scott Walker est le meilleur mobilisateur des syndicats que nous ayons jamais eu », remarque-t-il. Et la lutte au Wisconsin a inspiré une résistance massive dans plusieurs autres états confrontés à des batailles similaires, comme l'Ohio, l'Indiana, le New Hampshire et le Michigan. La résistance a déjà porté ses fruits dans plusieurs états, notamment dans le New Jersey et la Pennsylvanie, dont les gouverneurs ont dû battre en retraite après avoir présenté des mesures antisyndicales similaires à celles du Wisconsin.

Les syndicats américains vont tenter de faire de ces batailles au niveau des états une tête de pont pour reconstruire le mouvement syndical dans le secteur privé également. Le combat du Wisconsin a rappelé aux travailleurs des Etats-Unis pourquoi il est important d'avoir un mouvement syndical fort ; la démocratie et le travail décent en dépendent.

Meilleures salutations.



Philip J. Jennings
Secrétaire général
UNI Global Union